

N° 5242<sup>3</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

---

---

**PROJET DE LOI****portant création d'un comité permanent du travail et de l'emploi  
et d'une instance de médiation tripartite**

\* \* \*

**AVIS DE LA CHAMBRE DE TRAVAIL**

(16.4.2004)

Par lettre en date du 12 novembre 2003, réf.: FB/GT/cb, le ministre du Travail et de l'Emploi a saisi pour avis notre chambre du projet de loi portant création d'un comité permanent du travail et de l'emploi et d'une instance de médiation tripartite.

Notre chambre se permet de faire un certain nombre d'objections concernant le texte de loi proprement dit.

*Ad article 1*

Notre chambre se doit de constater qu'aucune procédure n'est prévue pour la prise de décision au sein du comité permanent du travail et de l'emploi. Les décisions sont-elles prises à une majorité individuelle, à la majorité des groupes ou à l'unanimité? En l'absence de modalités précises concernant la prise de décisions internes, notre chambre craint que le CPTE ne parvienne pas à émettre des propositions à l'adresse des ministres.

Voilà pourquoi notre chambre propose que le projet de loi renvoie à un règlement d'ordre intérieur pour fixer les procédures et mécanismes de prise de décisions nécessaires au bon fonctionnement du comité.

Elle se pose pour le surplus la question s'il ne faudrait pas attribuer un caractère obligatoire aux décisions prises par le CEPT et adressées aux ministres, faute de quoi le rôle du CPTE risque d'être mis en cause en tant que tel.

*Ad article 2 (2)*

Notre chambre aimerait corroborer sa position en faveur de l'unicité du système d'inspection dans le chef de l'ITM ceci d'autant plus que la Confédération générale de la fonction publique (CGFP) est représentée dans le comité permanent du travail et de l'emploi.

L'article 2 (2) parle de *la représentation des salariés des organisations syndicales représentatives sur le plan national dans les secteurs privé et public ou leurs suppléants*.

*Ad article 2 (3)*

Notre chambre tient à souligner que la représentativité des entreprises n'est nulle part définie.

Voilà pourquoi elle exige du législateur une précision textuelle à ce sujet.

*Ad article 6*

Notre chambre constate que le texte ne souffle mot sur l'indemnisation des médiateurs.

Elle réitère sa revendication qu'elle a formulée dans son avis 39/2002 au sujet du projet de loi concernant les relations collectives de travail, le règlement des conflits collectifs de travail et l'Office national de conciliation dans lequel elle a proposé en ce qui concerne l'indemnité des assesseurs permanents

d'appliquer – au lieu d'une indemnité d'assiduité – un système d'indemnisation calqué sur celui du congé politique.

Sous réserve des observations formulées ci-dessus, notre chambre a l'honneur de vous communiquer qu'elle marque son accord au projet de loi cité sous rubrique.

Luxembourg, le 16 avril 2004

*Pour la Chambre de Travail,*

*Le Directeur,*  
Marcel DETAILLE

*Le Président,*  
Henri BOSSI